même offre de souveraineté serait faite au duc de Leuchtenberg.

Ayant unanimement reconnu que ce choix ne répondrait pas à un des principes posés dans le protocole n^o 12, du 27 janvier 1831, qui porte que « le souverain de la Belgique doit nécessairement » répondre aux principes d'existence de ce pays lui-même, et satisfaire par sa position personnelle à » la sûreté des États voisins, » les plénipotentiaires ont arrêté que si la souveraineté de la Belgique était offerte par le congrès de Bruxelles au duc de Leuchtenberg, et si ce prince l'acceptait, il ne serait reconnu par aucune des cinq cours (a).

EZTERHAZY.	WESSENERG.
TALLEYRAND.	
PALMERSTON.	
BULOW.	
LIEVEN.	

N^o 175.

Restitution du protocole de la conférence de Londres du 7 février 1831.

Note adressée par le comité diplomatique à lord PONSONBY.

Le président et les membres du comité des relations extérieures ont reçu copie d'un protocole, envoyée par lord Ponsonby, et signée par lui seul, d'une conférence tenue à Londres le 7 février, et relative à l'exclusion du duc de Nemours et du duc de Leuchtenberg. Il est de leur devoir de restituer cette note à lord Ponsonby et de lui déclarer que, dans une question si délicate, et d'une si haute importance pour la Belgique, le comité des affaires extérieures ne peut recevoir de la conférence un acte contraire à la décision du congrès. Le congrès souverain a proclamé le duc de Nemours; il a envoyé vers le roi des Français une députation nombreuse chargée d'exprimer solennellement à Sa Majesté le vœu des Belges; c'est à cette députation seule qu'une réponse officielle doit être faite; et le comité des affaires extérieures ne pourrait, sans manquer à ses devoirs envers le congrès, lui communiquer d'autre réponse sur le choix du chef de l'État que celle qui émanera des députés belges à Paris.

Le président et les membres du comité des affaires

(a) *Papers relative to the affairs of Belgium*, A. 1^{re} partie, page 40.

extérieures prient lord Ponsonby d'agréer l'expression de leur haute considération.

(A. C.)

N^o 176.

Communications avec Maestricht.

PROTOCOLE N^o 16,

De la conférence tenue au Foreign Office le 8 février 1831.

PRÉSENTS :

Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Les plénipotentiaires, s'étant réunis en conférence, ont résolu d'adresser à leurs commissaires à Bruxelles l'instruction ci-jointe, motivée sur les informations reçues par la conférence relativement aux entraves qu'éprouvent encore les communications de la place de Maestricht (b).

ESTERHAZY.	WESSENERG.
TALLEYRAND.	
PALMERSTON.	
BULOW.	
LIEVEN.	MATUSZEWIC.

ANNEXE AU N^o 176.

Communications avec Maestricht.

Instruction du 8 février 1831, adressée par la conférence de Londres à lord PONSONBY et M. BRÉSSON.

MESSIEURS,

Des informations authentiques nous prouvent que, malgré toutes les démarches que vous avez faites auprès du gouvernement provisoire de la Belgique, en conséquence de notre protocole du 9 janvier, n^o 9, les troupes belges qui avaient essayé d'investir la place de Maestricht n'ont pas repris les positions qu'elles occupaient au 21 novembre 1830, et continuent d'intercepter les communications de cette place; tandis qu'aux termes du protocole du 9 janvier, n^o 9, l'entière liberté des communications de Maestricht aurait dû être rétablie dès le 20 du même mois, conformément à la teneur de l'office du gouvernement provisoire de la

(b) *Papers relative to the affairs of Belgium*, A. 1^{re} partie, page 41.

Belgique, en date du 21 novembre 1830, joint audit protocole.

Considérant que celles des clauses de ce protocole qui concernaient l'ouverture de la navigation de l'Escaut sont complètement exécutées, nous vous invitons, messieurs :

1° A communiquer, sans le moindre délai, au gouvernement provisoire de la Belgique, l'instruction que nous vous avons adressée le 18 janvier dernier et qui se trouve jointe à notre protocole n° 10;

2° A vous assurer, également sans le moindre délai, du véritable état des choses aux environs de Maestricht, en envoyant, dans ce but, un de vos employés au commandant de cette place, auquel vous ferez connaître que les cinq cours envisagent les communications de la ville de Maestricht comme absolument libres de droit, tant avec le Brabant septentrional qu'avec Aix-la-Chapelle; qu'en conséquence, le commandant est prié de constater, sans aucun retard, si elles sont libres de fait, et que toute mesure qui tendrait à les intercepter, ou à les entraver d'une manière quelconque, serait envisagée par les cinq cours comme un acte d'hostilité envers elles-mêmes, ainsi que le portait le protocole du 9 janvier;

3° A prévenir le gouvernement provisoire de la Belgique que s'il résultait des renseignements que vous donnera le commandant de Maestricht, que la liberté des communications de cette place avec le Brabant septentrional et avec Aix-la-Chapelle n'est pas entièrement rétablie, et que les troupes belges n'ont pas repris les positions qu'elles occupaient au 21 novembre 1830, les mesures mentionnées dans l'instruction que vous avez reçue sous la date du 18 janvier (a), seront mises aussitôt à exécution par les cinq puissances;

4° A prévenir, de plus, le gouvernement provisoire de la Belgique que si, après avoir été rétablie, la liberté des communications de Maestricht venait de nouveau à être interceptée ou entravée par les troupes belges, les cinq puissances auraient recours aux mêmes déterminations (b).

Agrérez, messieurs, etc.

ESTERHAZY. WESSENERG.
TALLEYRAND.
PALMERSTON.
BULOW.
LIEVEN. MATUSZEWIC.

(a) Voir l'annexe A, au N° 154.

(b) *Papers relative to the affairs of Belgium*, A. 1^{re} partie, page 41.

N° 177.

Communications avec Maestricht.

PROTOCOLE N° 17,

De la conférence tenue au Foreign Office
le 17 février 1831.

PRÉSENTS :

Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Les plénipotentiaires, s'étant réunis, ont discuté la note verbale ci-jointe [A], qui leur a été transmise par lord Ponsonby de la part du gouvernement provisoire de la Belgique, relativement aux communications de la place de Maestricht.

Les plénipotentiaires ont résolu d'expédier sur ce sujet, à leur commissaire à Bruxelles, l'instruction ci-annexée [B] (c).

ESTERHAZY. WESSENERG.
TALLEYRAND.
PALMERSTON,
BULOW.
LIEVEN. MATUSZEWIC.

ANNEXE A, AU N° 177.

Communications avec Maestricht.

Note verbale du 15 février 1831, adressée par le comité diplomatique à lord PONSONBY et M. BRESSON.

Le président et les membres du comité des relations extérieures ont eu l'honneur de recevoir de lord Ponsonby et de M. Bresson la note en date du 8 février, à laquelle était jointe une copie des réclamations adressées le 2 février à la conférence de Londres, par les plénipotentiaires du roi de Hollande, relativement à l'exécution de la suspension d'armes, et notamment aux communications de la ville de Maestricht avec Aix-la-Chapelle et le Brabant septentrional.

Le comité des relations extérieures ne peut se dispenser de remarquer, avant tout, que les plénipotentiaires hollandais n'ont pas distingué, dans leur note, ce qui appartient à l'état de la simple

(c) *Papers relative to the affairs of Belgium*, A. 1^{re} partie, page 42.